

# Document

## Basculement stratégique au Proche-Orient

(<http://www.voltairenet.org/fr> - par Thierry Meyssan)

**15 MAI 2010**

L'échec du remodelage du Grand Moyen-Orient a laissé le champ libre à une nouvelle alliance, celle du triangle Téhéran-Damas-Ankara. La nature ayant horreur du vide, Moscou comble l'espace laissé vacant par Washington. Le vent a tourné et il souffle fort. En quelques mois, c'est tout l'équilibre régional qui a été bouleversé.

L'équilibre du Proche-Orient a été entièrement modifié au cours des derniers mois. Tout d'abord, les capacités et les positions de plusieurs acteurs ont changé.

► Les forces armées israéliennes, qui avaient enchaîné victoire sur victoire durant des décennies, ne sont plus capables de maîtriser le terrain. Au cours de leur offensive contre le Liban (2006), puis contre Gaza (2008), elle ont montré qu'elles ont accru leur puissance de destruction, mais qu'elles ne parviennent plus à atteindre les objectifs qu'elles se fixent, en l'occurrence détruire le Hezbollah et le Hamas. En outre, leur arsenal, alimenté autant que de besoin par les Etats-Unis, ne garantit plus leur domination. Leurs chars sont devenus vulnérables aux RPG russes, alors qu'ils formaient l'outil central de leur *blitzkrieg*. Leur marine est menacée par les missiles sol-mer livrés par la Chine au Hezbollah et désormais dotés des système anti-brouillage qui leur manquaient en 2006. Enfin, leur domination aérienne ne résistera pas longtemps à la prolifération des S-300 russes, en cours de livraison dans la région.

► La quasi-indépendance du Kurdistan irakien organisée par les Etats-Unis, le développement économique de ce quasi-Etat sous tutelle israélienne, et le soutien trop visible des USA aux séparatistes kurdes du PKK ont contraint les militaires turcs à un revirement complet. L'Alliance atlantique n'apparaît plus comme la garante de l'intégrité territoriale turque et Israël devient un ennemi. Si Ankara veille à ménager Washington, le ton n'a cessé de monter avec Tel-Aviv depuis l'algarade opposant Recip Erdogan à Shimon Peres lors du Forum de Davos, à l'incident diplomatique relatif à la série télévisée *La Vallée des loups*.

► Le chaos irakien et la création du quasi-Etat du Kurdistan ont contraint les Etats riverains à se concerter pour se protéger de la contamination. D'autant que Washington a tenté de les déstabiliser tous pour les tenir à l'écart du jeu irakien. Ainsi les Etats-Unis et Israël ont soutenu en sous-main les séparatistes kurdes de Turquie (PKK), ceux d'Iran (Pejak) et ceux de Syrie.

Par conséquent, l'axe Iran-Syrie a fait place à un triangle Iran-Syrie-Turquie. Celui-ci dispose d'une légitimité historique sans équivalent.

Depuis la Révolution islamique, l'Iran est le chef de file des chiites. Après la destruction du Baas irakien par Paul Bremmer, la Syrie est devenue le leader incontesté du camp laïque. Enfin, la Turquie, héritière du califat, est le berceau du sunnisme. A eux trois, ces Etats couvrent la presque totalité du champ politique proche-oriental.

Cette alliance clos le chapitre du *Divide et Impera* (diviser pour régner), que les puissances coloniales avaient su appliquer pour dominer cette très vaste région. Elle met particulièrement un point final à la *Fitna*, c'est-à-dire à la guerre civile musulmane entre sunnites et chiites. Déjà le roi Abdallah d'Arabie saoudite avait invité le président iranien Ahmadinejad à faire avec lui le pèlerinage à La Mecque, dont il est le gardien. Mais la Turquie est l'héritière des Ottomans, et à ce titre incarne le sunnisme historique. De plus, pour Ankara, ce nouveau triangle élargit enfin un horizon bouché par les interminables attermoissements de l'Union européenne.

► La dé-baasisation de l'Irak, c'est-à-dire la chasse ouverte contre les anciens cadres administratifs du pays, a provoqué un exode massif. En six ans, plus d'un million d'Irakiens ont été accueillis en Syrie. Cette hospitalité arabe inclut l'accès gratuit sans contrepartie aux établissements scolaires et universitaires ainsi qu'à l'ensemble du système de santé. Dans un premier temps, cette ample vague migratoire a provoqué une grave crise économique dans le pays, mais une fois digérée, elle lui apporte des cadres très qualifiés et un nouveau dynamisme.

► Les troubles organisés par les Etats-Unis au Yémen ont contraint la famille royale saoudienne à soutenir la politique du roi Abdhallah d'apaisement avec la Syrie et l'Iran. Par voie de conséquence, le clan libano-saoudien Hariri a été prié de se réconcilier avec le président Bachar el-Assad et de reconnaître la légitimité de l'armement de la Résistance libanaise.

Du coup, le résultat ambiguë des élections législatives truquées —gagnées en voix par la coalition conduite par le général Aoun et le Hezbollah, mais gagnées en sièges par la coalition pro-US formée autour du clan Hariri et de l'extrême-droite chrétienne— a changé de signification et ouvert la voie à un gouvernement d'union nationale. Tandis que des chefs de guerre comme le socialiste Walid Jumblatt opéraient un virage à 180° pour s'aligner sur le sens du vent.

Cependant, cette évolution est fragile, Washington ayant peut-être la possibilité de déstabiliser la nouvelle troïka.

Quoi qu'il en soit, plusieurs tentatives de renversement de Bachar el-Assad par des généraux corrompus ont été éventées avant même qu'ils ne puissent passer à l'acte.

Les multiples attentats orchestrés par la CIA dans les provinces non-persanes d'Iran n'ont pas donné le signal de révoltes séparatistes. Tandis que la révolution colorée, organisée par la CIA et le MI6 à l'occasion de l'élection présidentielle, a été noyée par une marée humaine. Aux quelques dizaines de milliers de contestataires des quartiers nord de Téhéran a répondu une manifestation monstre de 5 millions de personnes.

Enfin, Washington semble dans l'incapacité d'user une nouvelle fois du Gladio pour instaurer une dictature militaire en Turquie. D'une part parce que la nouvelle génération de généraux turcs n'est plus arc-boutée au kémalisme et d'autre part parce que le gouvernement démocrate-musulman de l'AKP s'est appliqué à démanteler l'Ergenekon (version actuelle du Gladio turc).

Washington et Tel-Aviv peuvent aussi monter des dossiers mensongers pour justifier d'actions militaires. Ainsi ont-ils laissé entendre depuis 2007 qu'Israël aurait découvert et bombardé un centre de recherche militaire nucléaire en Syrie et que l'Iran conduirait un vaste programme de même nature. Plus récemment, les mêmes puissances ont accusé la Syrie d'avoir fait entrer des Scud au Liban. Toutefois ces imputations ne résistent pas plus à l'analyse que celles délivrées par le secrétaire d'Etat Colin Powell au Conseil de sécurité des Nations Unies à propos des prétendues armes de destruction massive irakiennes. Les diverses inspections de l'AIEA n'ont mis en évidence que des activités civiles, et la force de maintien de la paix des Nations Unies au Liban a démenti la présence de Scud dans le pays.

#### L'entrée en scène de la Russie

La perte d'influence des Etats-Unis est si palpable que le général David Petraeus, commandant en chef du Central Command a sonné l'alarme à Washington. A ses yeux, le jeu joué par les Israéliens non seulement en Palestine, mais surtout en Irak, a plombé les projets états-uniens dans la région. Plus encore, l'enlèvement des GI's en Irak et en Afghanistan en fait des otages de la Turquie, de la Syrie et de l'Iran, seuls en mesure d'apaiser les populations révoltées.

Dans une complète inversion des rôles, l'allié stratégique du Pentagone est devenu un boulet, tandis que ses ennemis régionaux sont ses boucliers.

Prenant acte de l'échec du remodelage US du Grand Moyen-Orient, Moscou s'est repositionné sur la scène régionale lors du voyage du président Dmitry Medvedev à Damas et Ankara.

Concernant les conflits avec Israël, la Russie a réaffirmé que le règlement politique devait être fondé sur les résolutions pertinentes de l'ONU (incluant l'inaliénable droit au retour des Palestiniens) et les principes de la

conférence de Madrid (restitution des territoires occupés, dont Jérusalem-Est et le Golan syrien, en échange d'un Traité de paix).

En outre, Dmitry Medvedev a confirmé la préférence russe pour la solution à deux Etats. Compte tenu de la présence d'un million d'ex-Soviétiques en Israël, Moscou veut prévenir un exode prévisible en cas de chute du régime sioniste. Dans cette perspective, il a souhaité une réconciliation entre le Fatah et le Hamas, et a rencontré Khaled Mechaal, le leader politique de la Résistance palestinienne, alors même que celui-ci est qualifié de « terroriste » par les Etats-Unis. Il s'agit bien d'un pas décisif de la Russie : le président Medvedev avait refusé par trois fois de recevoir M. Mechaal de passage à Moscou, il a cette fois eu une entrevue avec lui, et qui plus est à Damas. A cette occasion, le président russe a souligné l'urgence croissante de la situation humanitaire à Gaza et déploré le désintérêt de Washington à résoudre ce drame. Enfin, faisant allusion aux menaces israéliennes de bombarder les convois d'armes passant de Syrie au Liban, il a mis en garde Tel-Aviv contre une escalade de la tension.

La Russie soutient le rapprochement politique et économique en cours entre l'Iran, la Syrie et la Turquie. Les trois Etats leaders au Proche-Orient sont entrés dans une phase d'intense coopération. En quelques mois, ils ont ouvert leurs frontières et libéralisé leurs échanges à marche forcée. Leurs économies bloquées par les années de guerre ont été soudainement ventilées. La Russie entend ne pas rester à l'écart de cette nouvelle zone de prospérité. Immédiatement, Ankara et Moscou ont abrogé la nécessité de visas pour leurs ressortissants. Ainsi un Turc peut entrer sans formalité en Russie alors qu'il n'y est toujours pas autorisé ni aux USA, ni dans l'Union européenne, bien que la Turquie soit membre de l'OTAN et candidate à l'UE.

Moscou a créé des instances permanentes de concertation à haut niveau, aux plans diplomatique et économique, avec Damas et avec Ankara, qui contrastent avec la politique des Etats-Unis. En début d'année, la secrétaire d'Etat US, Hillary Clinton, avait sommé la Syrie de prendre ses distances avec la Résistance. Pour toute réponse le président Bashar el-Assad s'était immédiatement affiché aux côtés de son homologue iranien Mahmoud Ahmadinejad et du secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah et avait signé un document ironiquement qualifié de « Traité de distance réduite ». La rencontre avait été improvisée de sorte que Khaled Mechaal n'avait pas eu le temps de s'y rendre, mais le Hamas était associé à la démarche.

Mettant ses menaces à exécution, le président Barack Obama a répliqué en reconduisant pour deux ans des sanctions économiques contre la Syrie.

Rosatom et Atomstroyexport, qui terminent la construction d'une centrale nucléaire civile en Iran (Bushehr) et sont en discussion pour de nouvelles, en construiront une autre en Turquie pour 20 milliards de dollars. Elle devrait être inaugurée dans sept ans. Un projet similaire est à l'étude en Syrie. Le manque d'électricité, dans une région qui a souffert des bombardements israéliens, est le principal handicap au développement économique. Du point de vue proche-oriental l'empressement russe à construire ces centrales n'est pas tant imputable à un appétit commercial qu'à une volonté de donner aux peuples concernés le moyen d'accélérer le développement économique que les Occidentaux leur ont si longtemps interdit.

En outre Stroitransgaz et Gazprom vont assurer le transit du gaz syrien vers le Liban, Beyrouth étant empêché par son voisin israélien d'exploiter ses importantes réserves *off shore*.

Au plan militaire, la Russie a pris livraison de sa nouvelle base navale en Syrie. Celle-ci lui permettra de rétablir l'équilibre en Méditerranée dont elle est plus ou moins absente depuis la dissolution de l'URSS. Elle a également confirmé la prochaine livraison de missiles S-300 à Téhéran afin de protéger l'Iran des menaces de bombardement états-uniennes et israéliennes.

Tout en stigmatisant les provocations iraniennes, les diplomates russes ont répété qu'ils ne croient pas aux accusations occidentales à propos de prétendus programmes nucléaires militaires iraniens ou syriens. Alors que le protocole des Etats riverains de la Caspienne ne prévoit qu'une fourniture d'armes à l'Iran si celui-ci était attaqué, le président Medvedev a évoqué une possible intervention directe de la Russie et mis en garde les Etats-Unis contre une guerre en Iran qui dégénérerait en Troisième Guerre mondiale. Sur ce fondement, il a apporté son soutien au projet de dénucléarisation de la région, c'est-à-dire de démantèlement de l'arsenal nucléaire israélien. L'affaire vient d'être portée devant l'AIEA.

Moscou attache une importance particulière à aider la Turquie à régler ses contentieux séculaires avec la Grèce et l'Arménie, incluant les conflits de Chypre et du Haut-Karabagh. De la sorte, Ankara pourrait s'éloigner définitivement de Tel-Aviv et de Washington et reprendre sa complète indépendance. Des pas importants, mais insuffisants, ont été accomplis par le président Abdullah Gül vis-à-vis d'Erevan. Passant outre 95 ans de haine, la Turquie et l'Arménie ont établi des relations diplomatiques. D'autres avancées devraient suivre vis-à-vis d'Athènes avec la bénédiction du patriarche orthodoxe Cyril Ier de Moscou. De ce point de vue, la visite de Recep Erdogan en Grèce est un événement historique qui relance le processus de réconciliation en Mer Egée, amorcé dans les années 30 et interrompu par la Seconde Guerre mondiale.

Bouleversant la stratégie US en Mer Noire et dans la Caspienne, Ankara a accepté un gigantesque investissement russe pour la construction d'un pipe-line reliant Samsun à Ceyhan. Il devrait permettre d'acheminer le pétrole russe de la Mer Noire vers la Méditerranée sans avoir à emprunter les détroits, impropres au transit de matières polluantes. Identiquement, Ankara étudie sa possible participation au projet de gazoduc russe South Stream. Si celle-ci devait être confirmée, elle rendrait inutile le projet concurrent des Etats-Unis et de l'Union européenne, Nabucco.

En définitive, le soutien russe garantit la pérennité du triangle Téhéran-Damas-Ankara face à l'hostilité des Etats-Unis et de l'Union européenne. L'équilibre stratégique du Proche-Orient vient de basculer. L'onde de choc pourrait se propager au Caucase.

Thierry Meyssan

Analyste politique français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe. Dernier ouvrage publié : *L'Effroyable imposture 2*, éd. JP Bertrand (2007)